

# ANTIDOTE hebdo

aujourd'hui  
plus que jamais  
il est urgent de  
se Syndiquer !



Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 96 / 30 juin 2011

## UN ÉCHELON TROP HAUT

C'est à l'unanimité (y compris donc celles qui le mettaient volontiers à l'actif de leur bilan) que les organisations syndicales de la Fonction publique ont voté contre le projet de décret de création du 8ème échelon pour la catégorie C (administratifs).

Tout simplement parce que le projet ne correspond pas à l'attente de la majorité des agent-es et qu'il est discriminatoire.

Il est discriminatoire en ne reconnaissant pas la technicité accrue de l'ensemble de la catégorie, en étant contingenté dans son accès, en renforçant ainsi les inégalités femmes/hommes dans la mesure où une large majorité des collègues C administratifs sont des femmes.

Il est source d'injustice puisque la promotion se fera par tableau d'avancement sur des critères où la subjectivité risque fort de l'emporter.

La CGT revendique pour sa part un déroulement de carrière linéaire, c'est à dire une seule et unique grille indiciaire au sein de chaque corps, avec un rythme d'avancement d'échelon rapide et régulier correspondant à la reconnaissance des connaissances professionnelles acquises par l'ancienneté.

## OBJECTIF : 1700

La revendication d'un salaire minimum décent servant de base à l'ensemble des échelles de rémunération est une constante dans le programme revendicatif de la CGT.

Compte tenu de l'inflation (+ 4% depuis 2008) et en raison du poids des dépenses contraintes qui augmentent plus vite que les revenus (loyer, chauffage, transports...), elle revendique désormais un salaire minimum de 1700 euros bruts par mois.

Pour les ménages à revenus modestes, les dépenses de logement, d'énergie et d'eau représentent plus de 46% du budget contre 22% en 1979.

## CREVEZ, LES PAUVRES !

La Commission européenne a annoncé le 20 juin la réduction de 500 millions d'euros environ à 113 millions par an des fonds destinés à l'aide alimentaire aux plus démunis.

Il s'est trouvé deux gouvernements (allemand et suédois) pour déposer une plainte auprès de la Cour européenne de justice au motif que les 500 millions émanant du budget de la politique agricole commune (PAC), cela constituerait une aide financière purement sociale sans lien avec cette PAC, et que cela enfreindrait les principes de l'OMC (organisation mondiale du commerce).

La Commission européenne n'a pas fait appel...le gouvernement français se tait. Aider les populations les plus fragiles à hauteur d'un euro par an et par habitant en Europe, c'est encore trop pour Barroso et sa clique.

Le Secours Populaire, pour sa part, a calculé que 517 000 personnes sur 1,3 millions ne pourraient plus accéder à l'aide alimentaire qu'il accorde actuellement.



## SUPER MARIO

C'est ainsi que le surnomme la presse italienne.

Mario Draghi, gouverneur de la Banque d'Italie, vient de prendre la présidence de la Banque Centrale Européenne (BCE) en remplacement de Jean-Claude Trichet.

Au moment même où le peuple grec lutte pour sa survie, Mario est tout à fait l'homme de la situation... pour la finance.

Ancien vice-président international de Goldman Sachs chargé de l'Europe, il exerçait ses talents 2002 à 2005 au moment où la banque d'affaires américaine, par ailleurs largement impliquée dans la crise des subprimes, aidait la Grèce à « arranger » ses comptes publics pour entrer dans la zone euro. A Bruxelles, personne n'aurait rien vu...

Sa nomination clarifie les choses : la BCE défend non pas l'intérêt des citoyens et contribuables européens, mais l'intérêt des banques, notamment au regard de la situation en Grèce.

Le « sauvetage » de la Grèce est une gigantesque opération de socialisation des pertes du système bancaire, le transfert de l'essentiel de la dette grecque des mains des banquiers vers celles des contribuables.

Il sera possible ensuite de faire assumer les frais de l'inévitable restructuration de cette dette par les budgets publics européens.

Comme le disent les Indignés espagnols, ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie.

## SOLDES MONSTRES

Tout doit disparaître ! L'Union Européenne et le FMI n'ont pas à attendre que l'on fixe des dates. Pour eux, les soldes c'est toute l'année.

Et les bonnes affaires sont nombreuses : si vous disposez de quelques fonds, offrez-vous les chemins de fer grecs, un port grec, l'énergie grecque de votre choix (renouvelable si vous êtes tendance capitaliste vert), la plage grecque de vos rêves...Mais il existe aussi de belles « opportunités », comme on dit, de vous payer la dépouille d'un service public au Portugal, en Espagne et un peu partout en Europe.

En France même, il en reste : éducation, santé, transports...tout n'a pas été vendu.

En même temps, vous contribuerez à baisser les salaires, à retarder l'âge de la retraite, à licencier des fonctionnaires, à supprimer des congés payés.

Vous rassurerez ainsi les marchés financiers : ils en ont bien besoin pour relancer la machine à dividendes.

Et avec un peu de chance, vous aurez le plaisir de voir chez vous, comme en Grèce, un gouvernement (vous avez le choix de la couleur) et un parlement saigner leur peuple, préférer se faire le relais du FMI auprès de l'opinion plutôt que de s'appuyer sur la mobilisation syndicale et citoyenne.

A l'inverse, si vous êtes un tant soit peu conscient des enjeux et de votre intérêt, vous pouvez préférer vous indigner et résister.

Vous serez les bienvenus dans ce combat aux côtés, et mieux encore, au sein de la CGT.

**En 2010, 1029 agents ont décidé de se syndiquer à la CGT Finances Publiques. Qui sont-ils ?**

60 % sont des femmes, 40 % des hommes.

73 % sont issus de la filière fiscale et 27 % de la filière gestion publique. 43 % sont de catégorie C, 36 % de catégorie B, 21 % de catégorie A et A+.

**Et vous, vous êtes syndiqué(e) ?  
Alors, ne tardez pas,  
rejoignez-nous !**

**BONNES  
VACANCES !**